

Pays-Bas : les nouvelles constructions de route à l'arrêt dans un des pays les plus urbanisés d'Europe

Analyse Alors que la construction d'une autoroute Toulouse-Castres provoque en France des manifestations ce 22 avril, les Pays-Bas ont décidé au contraire mi-mars un gel de toute nouvelle construction de route ou d'infrastructure de transport. Il faut dire que le pays est déjà l'un des plus urbanisés d'Europe.

Sabine Cessou (correspondante à Bruxelles), le 22/04/2023 à 11:00 Modifié le 22/04/2023 à 13:50

 réservé aux abonnés

 Lecture en 2 min.



Aucun tollé n'a suivi l'annonce, faite par le gouvernement à la mi-mars, qu'il mettait fin à la construction de toutes les nouvelles routes, pistes cyclables, métros, tramways et autres lignes de

Restez informé où que vous soyez !



Téléchargez l'application LA CROIX

Dans ce dossier

Pays-Bas : dernières actus

Aux Pays-Bas, sur les routes du Brabant natal de Vincent van



chemin de fer aux Pays-Bas. Le budget alloué à cette fin en janvier 2022 par l'actuelle coalition de centre droit au pouvoir, 7,5 milliards d'euros, ira désormais à l'entretien des routes, écluses, viaducs, ponts et voies ferrées existantes, a annoncé Marc Harbers, le ministre des Infrastructures et de la Gestion de l'eau.

À lire aussi Manifestation contre l'A69 : faut-il encore construire des autoroutes ?

La raison ? Un rappel à l'ordre du Conseil d'État néerlandais en 2019, qui interdit au gouvernement tout report ou arrangements futurs visant à contourner la directive européenne « Habitat-Faune-Flore » sur les émissions d'azote. Elles doivent impérativement baisser de moitié d'ici à 2030. Le ministre cite aussi l'inflation et la pénurie de personnel dans de nombreuses filières aux Pays-Bas.

Les fermiers ont protesté

La décision, drastique, s'inscrit dans la « crise de l'azote » qui rebat les cartes du jeu politique du pays. Le gouvernement veut réduire ce type d'émissions de gaz à effet de serre dans l'agriculture (source de 45 % des émissions de ce gaz) à coups d'expropriations. L'objectif : préserver la biodiversité des nombreux parcs naturels inscrits dans les sites Natura 2000. La colère des fermiers qui a suivi en juin 2022 s'est soldée par la victoire inattendue d'un Parti des fermiers citoyens (BBB), lors des dernières élections provinciales en mars.

À lire aussi Aux Pays-Bas, la révolte des agriculteurs contre la réduction des émissions d'oxyde d'azote

Sur les infrastructures, qui ont trait au service public et non à la propriété privée, les sociétés de construction n'ont pas protesté. Et cela pour trois raisons. Le pays, tout d'abord, ne manque pas

Gogh



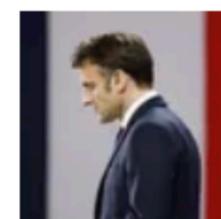
Aux Pays-Bas, Macron retrouve un allié de l'« Europe souveraine »



Pays-Bas : quand les objectifs climatiques engendrent la colère des fermiers



Aux Pays-Bas, Emmanuel Macron va plaider pour une Europe de la sécurité économique



[Voir plus d'articles](#)

d'équipements. Il est l'un des plus densément peuplé d'Europe (461 habitants au km² contre 105 en France) et l'un des plus urbanisés. Sur une surface qui représente à peine 7,5 % de la superficie de l'Hexagone, 35 000 km de pistes cyclables se trouvent déjà séparées de la circulation automobile, soit un quart des 140 000 km de réseau routier.

D'autre part, si la construction marque un coup d'arrêt pour protéger la biodiversité des sites Natura 2000, omniprésents sur une surface grande comme un mouchoir de poche, le budget prévu par l'État sera bien dépensé, en entretien. Enfin, les projets disposant déjà d'un permis ou qui sont en cours pourront continuer, de même que ceux qui s'inscrivent dans le cadre d'itinéraires nouveaux induits par des projets de construction validés par le gouvernement.

Pénurie de logements

Car la construction est elle aussi pénalisée, depuis des années, par la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Pour remédier à une pénurie structurelle de logements, le pays doit en construire 100 000 nouveaux par an d'ici à 2030. Alors que 8 des 12 provinces du pays sont en retard sur ces objectifs, l'Institut économique de la construction (EIB) a estimé dans une étude récente que la décision de 2019 du conseil d'État va se solder par l'invalidation d'au moins 10 000 permis de construire entre 2022 et 2027.

À lire aussi **Climat : des satellites pour traquer le méthane**

Conséquence ironique de la contrainte européenne sur l'azote : les plans concernant le « verdissement » des infrastructures sont eux aussi stoppés. Aucune nouvelle ligne de tramway, métro ou chemin de fer n'est désormais autorisée, malgré leurs effets bénéfiques pour le climat en tant qu'alternative à l'automobile.